

01/07/2014



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature

IC14357

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

SOCIÉTÉ ROUX RECUPERATION A VERNOUILLET

Installations de récupération de métaux, papiers, cartons et plastiques
Installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage agréé n°PR 28 00015 D
(N°ICPE : 100.00356)

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 122-1, L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1, L. 511-2, L. 512-3, L. 512-15, L. 514-5, R. 122-5, R. 512-8, R. 512-9 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°3209 du 26 novembre 1979 autorisant Monsieur Léandre ROUX à exploiter sur la commune de Vernouillet, en zone d'activités de la Croix St Jacques, au lieu-dit « Les Bois du Seigneur », un chantier de stockage et activités de récupération de déchets de métaux ainsi qu'un dépôt de papiers souillés ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 octobre 2009 portant agrément « Centre VHU » de la SARL ROUX RECUPERATION pour les activités de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage ;

Vu le récépissé préfectoral du 7 juin 2011, émis au titre du bénéfice de l'antériorité pour les rubriques 2713-1, 2712, 2791-1, 2718-1 et 2714-2 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 17 juin 2014 conformément aux articles L. 171-6 et R. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 15 avril 2014, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté le stockage de pneumatiques usagés d'un volume évalué à 250 m³ et de métaux sur une surface supérieure à 100 m² sur les parcelles n°174 et n°175, section AA, du cadastre de la commune de Vernouillet, situées hors périmètre autorisé ;

Considérant que lors de la visite du 15 avril 2014, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté le dépôt de déchets non autorisés de verre broyé d'écrans cathodiques, déchets d'équipements électriques et électroniques, d'un volume estimé entre 2 000 et 2 500 m³ ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

- 2711 : Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant : Supérieur ou égal à 1000 m³ : Autorisation ;
- 2714 : Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ : Déclaration ;
- 2713 : Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m² : Déclaration ;

Considérant que ces activités, constatées lors de la visite du 15 avril 2014, sont exercées sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-15 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société ROUX RECUPERATION de régulariser sa situation administrative.

Considérant que le déchet de verre de tubes cathodiques susceptible de contenir des substances dangereuses est un déchet dangereux au titre de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

Considérant l'impact potentiel sur les sols et les eaux souterraines du dépôt de déchets susceptibles de contenir des substances dangereuses, en vrac, à même le sol, hors abri des intempéries ;

Considérant que face à la situation irrégulière de l'installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques et eu égard à la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu dans ces conditions, à titre conservatoire, de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ROUX RECUPERATION de procéder à l'élimination du déchet dangereux de verre broyé d'écrans cathodiques présent sur son site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

ARTICLE 1

La société ROUX RECUPERATION, sise 19 avenue Louise Michel sur la commune de Vernouillet, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative pour l'exploitation de ses installations classées :

Au titre de la rubrique 2711 :

- soit en déposant en préfecture un dossier de demande d'autorisation ;
- soit en cessant cette activité et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Au titre des rubriques 2714 et 2713 :

- soit en déposant en préfecture un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation de ses installations pour ses activités exercées sur les parcelles n°174 et n°175, section AA, du cadastre de la commune de Vernouillet, situées hors périmètre autorisé ;
- soit en cessant ses activités sur ces parcelles et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure et transmet, le cas échéant, les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un dossier de demande d'autorisation ou de modification des conditions d'exploitation de ses installations ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation ou de modification des conditions d'exploitation de ses installations, ce dernier doit être déposé dans un délai de trois mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2

La société ROUX RECUPERATION, sise 19 avenue Louise Michel sur la commune de Vernouillet, est mise en demeure, de procéder à l'élimination du déchet dangereux de verre broyé d'écrans cathodiques présent sur son site. Cette mesure provisoire ne présage pas de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation visée à l'article 1.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- l'exploitant justifie, sous un mois, qu'il dispose d'un certificat d'acceptation préalable pour l'élimination de ses déchets dangereux de verre broyé d'écrans cathodiques, remis dans un centre de traitement régulièrement autorisé à les prendre en charge ;
- l'exploitant transmet, sous un mois, à l'inspection des installations classées, le plan d'élimination de ce stock de déchets fixant les volumes et tonnages de déchets à éliminer suivant un échéancier de réalisation ;
- l'exploitant justifie de l'élimination totale du déchet dangereux de verre broyé d'écrans cathodiques par transmission sous trois mois des bordereaux de suivi de déchets à l'inspection des installations classées.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 3 Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 Délais et voies de recours

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – 28000 CHARTRES,
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 5 Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative. Ampliations en sont adressées au Maire de la commune de Vernouillet et au Directeur Régional l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre.

Un extrait du présent arrêté est, aux frais du pétitionnaire, inséré par les soins du Préfet d'Eure-et-Loir, dans deux journaux d'annonces légales du département et affiché en Mairie de Vernouillet pendant une durée d'un mois à la diligence du Maire de Vernouillet qui devra justifier de l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 6 Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Vernouillet, Monsieur le Directeur Régional l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

COPIE

Fait à Chartres, le

- 1 JUL. 2014

Le Préfet,
LE PREFET
Pour le Préfet empêché,
Par délégation,
Le Sous-Préfet,



Frédéric ROSE